
BUSINESS & CLIMATE

SUMMIT 2015 • PARIS



Travailler ensemble pour construire une économie meilleure

20 et 21 mai 2015 • PARIS
Siège de l'UNESCO

Traduction



MESSAGES DE CONCLUSION BUSINESS & CLIMATE SUMMIT

AVERTISSEMENT

Cette publication est portée conjointement par les partenaires du Business & Climate Summit. Elle résulte de l'effort collectif mené par différents réseaux d'entreprises et prend en compte les conclusions du Business & Climate Summit organisé à Paris. Le document représente le point de vue des partenaires. Toutefois, cela ne signifie pas que chaque partenaire approuve chaque mot.

Cette publication n'engage pas les intervenants ou participants du Business & Climate Summit ni aucun représentant de gouvernement d'aucun pays ayant participé au sommet sous quelque forme que ce soit.

SYNTHÈSE

Les entreprises voient et ressentent déjà l'intérêt d'agir pour construire l'économie bas carbone et prospère du futur. Mais il faut aller beaucoup plus loin et les entreprises comme les gouvernements peuvent faire plus. Dans une mobilisation sans précédent, nous, réseaux d'entreprises du monde entier, unissons nos forces pour contribuer à la transition vers une économie bas carbone et résiliente au changement climatique.

Nous appelons toutes les entreprises à développer et à mettre en œuvre leurs propres stratégies de développement durable en accord avec les conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), à fixer des objectifs clairs en matière de climat, à développer des solutions innovantes et à créer des partenariats à grande échelle et intersectoriels pour accélérer l'essor des technologies de rupture.

La science indique, comme le montre le dernier rapport du GIEC, qu'il est nécessaire que la courbe des émissions de gaz à effet de serre atteigne son sommet autour de 2020 et que les émissions mondiales nettes de carbone soient nulles bien avant la fin du siècle, afin de conserver une chance sur deux de contenir la hausse globale des températures sous la barre de 2°C, tout en restant sous le seuil de mille milliards de tonnes d'émissions cumulées. Nous pensons que cet objectif est atteignable et compatible avec une croissance économique et un développement humain durables si tous les acteurs s'engagent ensemble dans cette bataille urgente et de long terme.

Nous appelons l'accord sur le climat de Paris à atteindre cet objectif et à des ambitions similaires de la part des gouvernements dans leurs contributions prévues déterminées au niveau national (INDC). Nous soutiendrons activement le leadership des décideurs politiques qui mettront en place des cadres clairs afin d'accélérer l'investissement et le déploiement de solutions respectueuses du climat.

Les défis rencontrés aujourd'hui à l'échelle mondiale dans les domaines du climat et du développement durable exigent une responsabilité partagée et une action collective de la part des gouvernements, des entreprises, des organisations internationales et de la société civile.

Avec des mesures ambitieuses, claires et de long terme pour maintenir la courbe des émissions à un niveau permettant de respecter le seuil des +2°C, les entreprises créeront de la croissance, des emplois et de l'innovation sur la voie d'une économie bas carbone.

LES CHAMPIONS DU MONDE ÉCONOMIQUE AGISSENT DÉJÀ POUR CONSTRUIRE L'ÉCONOMIE BAS CARBONE ET PROSPÈRE DU FUTUR

Dans tous les secteurs, des entreprises pionnières ouvrent déjà la voie vers une économie bas carbone. Nous encourageons les entreprises de toutes tailles à continuer d'innover pour le climat et à rendre publiques leurs actions positives en utilisant une plate-forme commune dédiée, incluant des mécanismes de mesure et de suivi, tels que :

- _ la fixation d'objectifs de réduction d'émissions clairs et de long terme en ligne avec la science pour rester sous le seuil des +2°C ;
- _ l'innovation pour des matériaux, des produits et des services à faibles émissions de carbone ;
- _ le passage à un approvisionnement en électricité à 100 % issue de technologies à faibles émissions de carbone ;
- _ l'intégration de prix du carbone internes afin de peser sur les décisions d'investissements et d'anticiper les réglementations sur la tarification du carbone ;
- _ des collaborations avec leurs pairs afin de définir des normes d'approvisionnement en matières premières bas carbone qui éliminent la déforestation de leurs chaînes de valeur ;

- _ l'engagement à promouvoir des politiques favorables au climat et à aligner leur gestion des affaires publiques sur leurs stratégies de développement durable ;
- _ pour les investisseurs, la publication et la réduction de l'empreinte carbone de leurs portefeuilles d'actifs et la définition d'objectifs de réduction clairs ;
- _ l'amélioration de l'efficacité énergétique à toutes les étapes de la chaîne de valeur ;
- _ le développement de l'économie circulaire.

LES ENTREPRISES PEUVENT FAIRE PLUS. NOUS APPELONS À UNE PLUS GRANDE AMBITION ET À DES COOPÉRATIONS INNOVANTES ENTRE LES ENTREPRISES.

Nous encourageons les entreprises à :

- _ prendre des mesures afin de réduire leurs émissions en ligne avec le seuil des +2°C ;
- _ assurer leur approvisionnement à grande échelle en électricité bas carbone et à étudier toutes les possibilités d'amélioration de leur efficacité énergétique ;
- _ collaborer afin de réduire les émissions au niveau de leurs chaînes d'approvisionnement et de leur secteur d'activité ;
- _ promouvoir publiquement l'importance de la tarification du carbone grâce à des mécanismes politiques qui prennent en compte les spécificités économiques des pays et les contextes politiques ;
- _ développer des partenariats technologiques pour accélérer le déploiement de technologies de rupture bas carbone.

NOUS APPELONS LA COP21 À TROUVER UN ACCORD MONDIAL SUR LE CLIMAT AMBITIEUX EN LIGNE AVEC LA SCIENCE, AVEC DES AMBITIONS ET DES POLITIQUES PUBLIQUES NATIONALES À LA HAUTEUR DES ENJEUX.

Nous appelons les décideurs politiques à :

1. UN ACCORD MONDIAL AMBITIEUX SUR LE CLIMAT

- _ Un accord mondial ambitieux sur le climat à la COP21 de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) à Paris, tenant compte des enseignements de la science, sur des trajectoires d'émissions mondiales nettes de carbone devenant nulles bien avant la fin du siècle et un maximum de mille milliards de tonnes d'émissions de carbone cumulées.
- _ Des contributions prévues déterminées au niveau national (INDC) ambitieuses, mesurables et vérifiables sous l'égide de la CCNUCC.

- _ Un mécanisme de coopération pour accroître l'ambition au fil du temps, ainsi que des mécanismes de transparence et de responsabilité.

2. LA TARIFICATION DU CARBONE

- _ Des mécanismes de tarification du carbone clairs, efficaces et prévisibles, ainsi que des signaux économiques complémentaires pour parvenir à des réductions d'émissions mondiales nettes de carbone à moindre coût économique. Ces mécanismes devraient être élaborés et mis en œuvre prudemment afin d'éviter les distorsions de concurrence dans les secteurs les plus sensibles.
- _ La suppression des subventions accordées aux énergies fossiles¹ pour rediriger la consommation vers des sources d'énergie bas carbone.

3. LE FINANCEMENT

- _ L'utilisation de fonds publics et privés afin de mobiliser les financements du secteur privé vers des actifs bas carbone et de réduire les risques associés aux investissements bas carbone, particulièrement dans les pays en développement.
- _ L'assurance que des politiques nationales d'adaptation au climat sont structurées pour déclencher l'investissement.
- _ Un soutien fort à l'innovation et au déploiement de technologies bas carbone, incluant le financement de la recherche et développement dans le domaine de l'énergie propre, incluant la protection des droits de propriété intellectuelle.

4. L'INTÉGRATION DU CLIMAT DANS L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE

- _ La garantie que les règles internationales de commerce et d'investissement encouragent positivement l'action en faveur du climat.
- _ Le soutien à l'enseignement et à la formation concernant les technologies vertes à tous les niveaux dans les pays en développement, de façon à ce que le développement de ces technologies bas carbone soit également assuré dans ces pays.
- _ L'intégration des enjeux du changement climatique dans toutes les stratégies pertinentes des organisations économiques internationales et nationales, et en particulier les politiques d'infrastructures vers des sociétés bas carbone.
- _ L'établissement de canaux de consultation et de dialogue permanents entre les entreprises et les décideurs politiques dans le but de soutenir la mise en œuvre de politiques climatiques efficaces.

1. Il existe encore de nombreuses définitions de ce qui devrait être considéré comme des subventions. Les lecteurs sont invités à se référer, entre autres, aux dernières publications du FMI, de l'AIE et de l'IOGP pour plus de détails.

PARTENAIRES DU BUSINESS & CLIMATE SUMMIT

CORE PARTNERS



SUMMIT PARTNERS



SUPPORTING PARTNERS



HOST PARTNERS



@BClimateSummit | #BusinessClimate

www.businessclimatesummit.com